PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

REUNION DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre, le cinq décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Christophe RAULT, Maire, dans la salle du conseil de la Mairie de Bouhet.

Étaient présents : MM. Christophe RAULT, Jean-Daniel RODRIGUEZ, Pascal CHAUVEAU, Richard INES, Pierre-Yves MERCKEL, Aurélien GENTES, Yves LAMOUREUX, David ARRIF et Yanick DIOCLES et Mmes Florence VILLAIN, Isabelle SIMONNEAU, Sandra SEIGNEURET, Monique BRIFFAUD et Séverine LAMOUREUX.

Absents excusés : M. Louis-Marie COUDRIN

Secrétaire de séance : M Aurélien GENTES,

Invité(e)s : Mme Sandrine PEROTIN, Secrétaire.

Monsieur Louis-Marie COUDRIN donne pouvoir à Monsieur Pascal CHAUVEAU.

Date de convocation : vendredi 29 novembre 2024.

Le procès-verbal de la séance de conseil municipal ordinaire du 4 novembre 2024 n'a pas été transmis à l'ensemble des membres du conseil municipal. Il sera donc acté au prochain conseil municipal.

ORDRE DU JOUR :

VISITE DES LAE

FINANCES PUBLIQUES :

1. Décision modificative n°5 Budget Principal (délib)
2. Décision modificative n°2 Budget Annexe Locaux d'Activités Économiques (délib)
3. Convention avec ALM Allain (délib)
4. Régularisations Mairie/URSSAF
5. Régularisations IFSE (Indemnités de Fonctions et de Sujétions et d'Expertise) aux agents

URBANISME / VOIRIE / TRAVAUX :

6. Point de situation :
 - a. Travaux 8 Rue Leconte
 - b. Le Clos Saint Laurent
 - c. Les Jardins du Moulin
 - d. Retour sur le RDV avec la DIR du 12/11/2024

R.P.I. (Regroupement Pédagogique Intercommunal) :

7. Retour sur le conseil des écoles du 07/11/2024
8. Equilibre financier
9. Avenir

QUESTIONS DIVERSES :

10. Vitesse Rue Leconte
11. Dates des prochains conseils
12. Date des vœux à la population
13. Organisation du goûter de Noël du 07/12/2024
14. Rappel : vœux aux agents du 20/12/2024

TOUR DE TABLE.

VISITE DES LAE

FINANCES PUBLIQUES :

Afin que les conseillers comprennent les explications des décisions modificatives, Monsieur Rault commence par expliquer les points 4 et 5 de l'ordre du jour.

Monsieur Rault expose au conseil le constat suivant : l'ancienne secrétaire de mairie est partie par voie de mutation. Un comptable avait été recruté pour vérifier la comptabilité tenue par cette secrétaire. Suite à sa mutation, il a repris la préparation de la paie et s'est aperçu que les indemnités de la CDC Aunis Sud, versées à Monsieur Rault en tant que Vice-Président, n'ont pas été intégrées pour le calcul de ses indemnités en tant que Maire de Bouhet. Les indemnités d'élus ne doivent pas dépasser 1 497 €, cumul CDC Aunis Sud et mairie. Les retenues salariales et patronales n'ont donc été ni déclarées, ni payées. L'URSSAF a été immédiatement contactée, à la demande expresse de Monsieur le Maire, pour savoir comment procéder à la régularisation. Il y aura un rattrapage de ces charges sur 3 ans, soit un coût de 4 400 € pour Monsieur Rault et un coût de 18 000 € pour la commune. Monsieur Rault devra régulariser sa situation personnelle avant la fin de l'année 2024.

La situation comptable de la commune permet de régulariser le rattrapage de 18 000 euros. Il est donc nécessaire de prendre une Décision Modificative pour intégrer ces retards de cotisations. Il est important de préciser qu'il ne s'agit nullement d'un coût supplémentaire pour la collectivité, mais simplement une régularisation de cotisations non-versées par un manquement de l'agent administratif communal (secrétaire mutée à l'été 2024).

Par ailleurs, il s'avère aussi que suite à une délibération de mars 2018, lors du mandat précédent, le montant de l'IFSE a mal été intégré au niveau des agents et qu'un agent n'a pas eu d'arrêté notifié (omission émanant également du secrétariat). La mairie aurait été en droit de réclamer cette prime car l'arrêté, à l'époque, n'a pas été pris. Monsieur Rault a pris la décision de ne pas réclamer cette prime, puisque relevant d'une erreur administrative. Les conseillers sont en accord avec Monsieur Rault.

1. Décision modificative n°5 Budget Principal (délib)

Afin de pouvoir prendre les régularisations, ainsi que les dépassements de frais d'électricité, il est nécessaire de prendre une décision modificative. Cette DM s'articulera de la manière suivante :

INVESTISSEMENT :

Dépenses		Recettes
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération
2111 (21) – 103 : Terrains nus	-10 000,00	021 (021) : Virement à la section de fonct
Sous-Total	-10 000,00	Sous-Total

FONCTIONNEMENT :

Dépenses		Recettes
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération
023 (023) : Virement à la section d'investissement	-10 000,00	73223 (73) : Fds dép des DMTO pour les communes de – 5 000 hab
60612 (011) : Energie – Electricité	5 000,00	
65313 (65) : Cotisations de retraite	10 000,00	
Sous-Total	5 000,00	Sous-Total

Total Dépenses	-5 000,00	Total Recettes
-----------------------	------------------	-----------------------

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **DÉCIDE** d'adopter la Décision Modificative telle que présentée.

2. Décision modificative n°2 Budget Annexe Locaux d'Activités Économiques (délib)

Afin de pouvoir prendre en compte les frais d'actes d'huissier, il est nécessaire de prendre une décision modificative qui s'articulera comme suit :

FONCTIONNEMENT :

Dépenses	
Article (Chap.) - Opération	
6227 (011) : Frais d'actes et de contentieux	
66111 (66) : Intérêts réglés à l'échéance	
Sous-Total	
Total Dépenses	0,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **DÉCIDE** d'adopter la Décision Modificative telle que présentée.

Monsieur Rault demande aux conseillers s'il est possible de rajouter un point à l'ordre du jour : délégation de signature pour autoriser Monsieur Rault à signer les documents locatifs. Les conseillers sont d'accord.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, DÉCIDE :

Article 1^{er} :

Monsieur le maire peut, par délégation du conseil municipal prise en application de l'article L2122-22, 5° du Code général des collectivités territoriales et pour la durée de son mandat, être chargé, en tout ou partie :

1. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans

Article 2 :

Les décisions prises en application de ces délégations peuvent être signées par un adjoint agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités territoriales.

Article 3 :

Ces délégations reviendront de plein droit aux adjoints qui devraient, en cas d'absence ou d'empêchement du maire, assurer sa suppléance.

Article 4 :

Les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseillers municipaux portant sur les mêmes objets.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal (soit une fois par trimestre) de l'exercice de cette délégation.

Article 5 :

Le conseil municipal peut toujours mettre fin à cette délégation.

3. Convention avec ALM Allain (délib) :

Le compteur de chantier a été débranché sans que la commune en soit informée. La consommation électrique a donc basculé sur le compteur définitif, à la charge de la commune, ce qui n'est pas acceptable. L'entreprise ALM Allain accepte de rembourser les factures que la Mairie a reçues ou recevra à compter du 6 octobre. Il est nécessaire de prendre une délibération pour acter cette convention (un modèle est en pièce jointe).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **APPROUVE** les termes de la convention proposée (jointe à la présente délibération)
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention, telle que présentée.
- **DONNE** mandat au Maire pour entreprendre toutes les démarches nécessaires et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

4. **Régularisations Mairie/URSSAF**

Monsieur Rault a abordé le sujet au point 1 de l'ordre du jour.

5. **Régularisations IFSE (Indemnités de Fonctions et de Sujétions et d'Expertise) aux agents**

Monsieur Rault a abordé le sujet au point 1 de l'ordre du jour.

URBANISME / VOIRIE / TRAVAUX :

6. **Point de situation :**

Monsieur Rault aborde les sujets suivants lors du conseil :

a. **Travaux 8 Rue Leconte**

Les conseillers ont visité les LAE avant le début du conseil.

Monsieur Rodriguez informe les conseillers que la réception du chantier s'effectuera le 9 décembre 2024. La mairie émettra des réserves qui seront levées au fur et à mesure, et ce avant le 20/12/2024.

b. **Le Clos Saint Laurent**

Monsieur Rault indique qu'il n'y a rien de nouveau depuis le dernier conseil municipal. Monsieur Rodriguez ajoute que la construction d'une nouvelle maison va débuter. Cela porte à 11 le nombre de terrains vendus.

c. **Les Jardins du Moulin**

Monsieur Rault explique qu'il n'a pas eu de nouvelles depuis le dernier conseil. La condition pour que ce lotissement voit le jour est la prise en charge de la réfection de la route par le promoteur.

Madame Briffaud demande combien de maisons devraient être construites. Monsieur Rault lui répond 14.

d. **Retour sur le RDV avec la DIR du 12/11/2024**

Monsieur Rault explique qu'après accord de l'exploitant agricole situé à l'entrée des Haies, et de la prise en compte de l'avis des autres riverains concernés, il a été convenu d'ajouter une place de parking avec deux chicanes pour casser la vitesse des véhicules.

R.P.I. (REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL) :

Monsieur Rault aborde les points suivants lors du conseil :

7. **Retour sur le conseil des écoles du 07/11/2024**

Monsieur Rault explique que le conseil des écoles s'est déroulé normalement et qu'il n'y a pas grand-chose à dire.

8. **Equilibre financier**

Monsieur Rault explique que la commune de Bouhet a dû rembourser 6 000 € à la commune de Chambon. Le comptable vient de s'apercevoir que la commune de Bouhet a trop payé aux autres communes du RPI les années précédentes. Il doit finaliser les comptes avant de présenter les factures aux différentes communes.

9. **Avenir**

Monsieur Rault a eu une conversation téléphonique avec Madame Puisais, Inspectrice de l'Éducation Nationale. Pour la rentrée 2025, il y aura 174 élèves. S'il y a 8 classes cela fera 21.8 élèves/classe. S'il y a 7 classes cela fera 24.8 élèves/classes.

Madame Simoneau demande si l'on possède les chiffres. Monsieur Rault lui répond : à la rentrée scolaire 2025 il devrait avoir 23 élèves en petite section. Madame Simoneau demande si l'on connaît les chiffres pour 2026. Monsieur Rault lui répond négativement.

Madame Lamoureux ajoute qu'il y a moins de naissances sur la commune car cela fait 1 an qu'elle n'a pas eu d'appel pour des gardes d'enfant.

QUESTIONS DIVERSES :

Monsieur Rault aborde les sujets suivants lors du conseil :

10. Vitesse Rue Leconte

Monsieur Rault explique que les voitures roulent effectivement vite.

Monsieur Gentès en profite pour demander s'il n'est pas possible de peindre le trottoir en jaune dans le virage. Monsieur Rodriguez lui répond qu'avec la réfection de la rue, l'ancien arrêté est caduc et que les gens n'ont pas à stationner à cet endroit. Monsieur Rault ajoute que des places de stationnement ont été matérialisées dans la rue. Messieurs Rault et Gentès soulignent la dangerosité de ces stationnements hors places prévues. Monsieur Rault conclut : un nouvel arrêté est à l'étude.

Monsieur Rodriguez indique qu'il y a aussi le problème des voitures stationnées sur « l'écluse ». Monsieur Rault lui répond qu'il faut matérialiser cette écluse sans que cela gêne le passage des engins agricoles.

Monsieur Gentès conclut en demandant s'il ne serait pas possible d'installer un « Stop » chemin de Silop.

Monsieur Rault n'y est pas opposé, à réfléchir quant à la réglementation.

11. Dates des prochains conseils

- Janvier : lundi 13
- Février : jeudi 6
- Mars : lundi 10
- Avril : jeudi 3
- Mai : lundi 5
- Juin : jeudi 5
- Juillet : lundi 7

12. Date des vœux à la population

Monsieur Rault propose de célébrer ces vœux en fin de mois, plutôt qu'en début afin de pouvoir inviter plus d'élus, soit le vendredi 24 janvier 2025 à 18h30. Les membres du conseil acceptent cette proposition.

13. Organisation du goûter de Noël du 07/12/2024

Monsieur Rault revient sur la cérémonie du 11 Novembre. 11 conseillers étaient présents sur les 15 en exercice. Les Bouhétais le remarquent et cela mobilise plus de monde.

Monsieur Rault laisse la parole au comité « Fêtes publiques » et explique qu'il sera absent pour cet événement. Madame Briffaud explique que les « Mobeurs » arriveront en début d'après-midi, habillés en Père-Noël, pour une distribution de bonbons aux enfants, ensuite, la « Calèche de Julie » offrira des promenades en calèches aux enfants et aux parents. Le spectacle commencera à 15h. Le Père-Noël arrivera en calèche à la fin du spectacle, ensuite il y aura le goûter, à nouveau des promenades en calèche. La journée se clôturera par le retour des « Mobeurs » qui prendront un vin chaud.

Monsieur Gentès indique que les chevaux patienteront dans la cour de Monsieur Chauveau, en face de la salle des fêtes, afin qu'ils ne soient pas apeurés.

Madame Briffaud demande si la commune peut faire installer les chaises par les agents. Monsieur Rodriguez lui répond affirmativement.

Madame Villain demande si les repas pour les magiciens ont été prévus. Monsieur Gentès s'étonne de cette information de dernière minute car plusieurs réunions ont eu lieu et le sujet n'a jamais été abordé. Il demande à la secrétaire de voir si ces repas peuvent être livrés en même temps que les brioches.

14. Rappel : vœux aux agents du 20/12/2024

Monsieur Rault rappelle cette date aux conseillers. Monsieur Merckel lui demande l'heure de ces vœux.

Monsieur Rault lui répond que cela commencera à 19h afin de laisser le temps aux agents périscolaires d'être présents.

TOUR DE TABLE.

Monsieur Rault explique qu'il a rencontré Madame Marcilly, Présidente du Département, lors d'une réunion conviant tous les maires le 28/11. En terme de subvention départementale pour les éventuels projets communaux, les montants sont inférieurs aux années précédentes, soit 30 % sur 100 000€ au lieu de 40 % sur 180 000€ (A titre d'exemple).

- Madame Villain explique qu'elle a assisté à deux réunions au sein de la CDC Aunis Sud :
 - Une première réunion sur le PAT (Projet Alimentaire Territorial) : lors de la récupération des poubelles d'une commune, un constat a été fait : le tri est mal fait. Ce PAT a pour vocation d'agir sur le foncier et sur l'avenir de l'agriculture. 10 communes sur les 24 communes membres de la CDC Aunis Sud ont adhéré à ce projet. Les assises de ce projet auront lieu le 13/12 à 19h à Nieul sur Mer.
 - La deuxième réunion a réuni les différents syndicats de l'eau. Au niveau de l'assainissement, il y a de plus en plus d'abonnés. Les syndicats alertent sur le débit des cours d'eau qui devraient se réduire de moitié en 2050. Il faut donc aller vers plus de sobriété. Ils proposent également une « tarification saisonnière », pour les locations saisonnières.

Madame Villain conclut en indiquant que Cyclad développe de plus en plus des filières de recyclages : pour les jeux, pour la vaisselle, etc Le Pass Cyclad deviendra obligatoire pour les collectivités et les professionnels en 2025 et pour les particuliers en 2026.

- Monsieur Rodriguez : R.A.S.
- Monsieur Lamoureux rapporte la doléance d'une personne habitant rue des Mésanges : les racines des arbres communaux soulèvent le goudron de l'entrée de son garage. Monsieur Rault lui répond que cela prouve qu'il faut être vigilant, lors de la création des lotissements, dans le choix des essences d'arbres et leur emplacement.
- Monsieur Merckel demande si le village sera illuminé. Monsieur Rault lui répond que la nacelle a été louée à compter du 11/12 pour les mettre en place. Monsieur Rodriguez ajoute que des décorations ont été achetées pour illuminer les différents hameaux.
- Monsieur Chauveau rapporte les doléances de certains administrés : de nombreux trous sur le parking de la salle des fêtes rendent la circulation difficile. Il demande de prévoir au budget 2025 la réfection du parking en enrobé.
- Monsieur Arrif : R.A.S.
- Monsieur Gentès propose l'organisation, par le comité des fêtes, d'un concours de décorations de Noël en 2025, avec la remise d'une récompense le jour des vœux. Monsieur Rault n'y est pas opposé.
- Monsieur Dioclès demande quand les associations pourront réintégrer la salle des associations. Monsieur Rault lui répond que cela pourrait s'effectuer courant janvier car les baux des nouveaux locaux seront signés à compter du 01/01/2025.
- Madame Simonneau : R.A.S.

- Madame Seigneuret : R.A.S.
- Madame Briffaud demande de fixer une date pour le repas des Aînés de 2025 afin qu'elle recherche un autre traiteur et une nouvelle animation. La date du 22/11/2025 est retenue.
- Madame Lamoureux : R.A.S.
- Monsieur Inès explique qu'il a assisté à une réunion au SDEER (Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement Rural) : l'État se désengage pour les subventions qu'il devait donner pour les ampoules LED au niveau des lampadaires. Du coup le SDEER compense la défaillance de l'état.

Fin de séance à 21 h 30

Le secrétaire de séance,
Aurélien GENTES

Le Maire,
Christophe RAULT